Hommes et Migrations

Radios libres et diversité linguistique

Olivier Morel

Résumé
La moitié des langues de la planète pourrait disparaître au cours du XXIe siècle. En France, l'émergence et l'extension des radios locales, associatives, non-gouvernementales et non-commerciales vont jouer un rôle important dans la sauvegarde des langues régionales et minoritaires.

Citer ce document / Cite this document :

Morel Olivier. Radios libres et diversité linguistique. In: Hommes et Migrations, n°1252, Novembre-décembre 2004. Langues de France. pp. 95-98;

doi : https://doi.org/10.3406/homig.2004.4275

https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2004_num_1252_1_4275

Fichier pdf généré le 27/02/2019

MÉDIAS

par **OLIVIER MOREL***

Radios libres et diversité linguistique

La moitié des langues de la planète pourrait disparaître au cours du XXIe siècle. En France, l'émergence et l'extension des radios locales, associatives, non-gouvernementales et non-commerciales vont jouer un rôle important dans la sauvegarde des langues régionales et minoritaires.

Persée creative commons BY: =

Longtemps la culture politique française fut marquée par le monolinguisme[1]. L'intégration des immigrés allait de pair avec le cantonnement des langues d'origine à la famille. En revanche, le mouvement des radios libres, depuis les années soixante-dix, favorise le mélange des langues. Partout l'on voit apparaître des émissions bilingues, le français restant toujours le point de ralliement et d'échanges entre les différentes communautés linguistiques des radios associatives.

S'il existe cinq à six mille langues dans le monde actuel, la moitié d'entre elles pourrait s'éteindre au XXIe siècle. La transmission des langues est rompue et les idiomes disparaissent à raison de vingt-cinq par an : le péril devient mondial. Cet intérêt figure maintenant au cœur des mouvements civils transnationaux notamment altermondialistes. L'Unesco a inscrit l'impératif de sauvetage des langues fragilisées sur son agenda en 2003[2]. Des études majeures témoignent de cette situation, comme l'importante enquête de l'Insee effectuée lors du recensement de 1999 (*voir l'article de François Héran, p. 10*) ou les recherches d'une institution comme le Centre de langues amérindiennes d'Alaska, établissant des constats de fragilisation convergents à des distances très lointaines et dans des contextes sociohistoriques incomparables. En marge des logiques liées au profit économique et aux États, les médias dits associatifs ou alternatifs se sont intéressés aux langues sur tous les continents[3]. Partout, la volonté des populations est de parler leur langue sans la médiation d'un pouvoir souverain ou d'un intermédiaire économique omnipotent. Parmi mille exemples, en Australie, les radios communautaires constituent le dernier espace où s'expriment des idiomes en danger[4]. Indépendamment de toute distinction entre les langues autochtones et les langues de l'immigration, les radios associatives donnent voix à des composantes sociales qui ont longtemps parlé "à côté du micro".

Marginalisées dans les espaces nationaux, peu ou pas représentées dans les médias traditionnels, les langues de l'immigration se sont exprimées au sein des radios associatives, le seul espace où l'hospi-

(*) Journaliste, auteur de documentaires TV et radio, coordinateur Langues régionales infos, 2001-2003.

1)- Cf. Élisabeth Bautier, Bernard Cerquiglini, Christine Deprez, Françoise Hickel, *Les langues dans la ville*, Profession banlieue, octobre 2003.

2)- Le programme de l'Unesco, Sauvegarde des langues en péril, a été approuvé le 31 mars 2003 par les participants d'une réunion internationale d'experts à Paris, les 10-12 mars 2003.

3)- Notamment le regroupement mondial de radios communautaires, l'Amarc (*www.amarc.org*).

4)- Voir Susan Forde, Michael Meadows et Kerrie Foxwell, *Culture commitment community, the Australian community radio sector*, Griffith University, Brisbane, 2002.

talité était inconditionnelle, ne dépendant que du degré d'initiative des concepteurs de programmes. Pour les langues régionales, la pratique associative de la radio permet de vivre et faire vivre une histoire. Pour les immigrés, c'est autant le lien social sur place que les liens avec le pays de naissance et la terre des ancêtres. Pour tous, c'est le partage d'expériences et de savoirs qui touchent de près à une condition historique : celle des dominés.

La voix des "sans"

La vague des radios libres – comme on les a appelées en Europe – s'est approprié un droit de produire des contenus radiophoniques, en faisant circuler la parole, alors que l'État disposait d'un monopole en matière de licence de diffusion et de contenus diffusés. Dès les premiers temps, c'est une parole dominée qui se libère : l'expression immigrée fut décisive dans des stations comme Radio Galère à Marseille, Plurielle à Lyon, Méga à Valence, Voix du travailleur immigré à Dijon, Amitié à Besançon, ou Pau d'Ousse près de Pau. Ces expériences sont exemplaires si on analyse les contextes : initialement voulues par des militants associatifs ou syndicaux, par des acteurs engagés contre le

Radio Gazelle, à Marseille, s'adresse aux auditeurs musulmans venus du Maghreb, Moyen-Orient, Afrique et Océan Indien.

© IM'média.

racisme, par des anciens militants de la vague émancipatrice des années soixante, ces radios sont la voix des quartiers, des couches sociales à faible capital économique et symbolique, des femmes, des jeunes, des "sans". Les immigrés ont été au carrefour de toutes ces zones de tensions, ils se sont retrouvés dans les associations, lieux de vie... Qu'ils soient d'origine algérienne, marocaine, tunisienne, comorienne, sénégalaise, malienne, arménienne, haïtienne ou assyro-chaldéenne... la liste des groupes qui se sont activement impliqués est loin d'être close. Des radios plus spécifiquement liées aux langues et cultures régionales ont vu le jour dans le Sud-Ouest et dans le Sud-Est de la France : le basque, le franco-provençal ou encore le corse deviennent familiers de la bande FM. Dans la plupart des cas, toutes les composantes se croisent : des langues issues de l'immigration post-coloniale récente (africaine, asiatique, etc.) ou plus ancienne (italienne, polonaise, yiddish...) à celles liées à l'histoire du vieux continent (langues d'oïl, langues d'oc, breton, alsacien, etc.). À quelques rares exceptions, les radios vont reproduire la multiplicité culturelle locale plutôt que les intérêts exclusifs d'une communauté. Loin des revendications identitaires redoutées par les adversaires de ces processus, c'est toujours la convivialité qui prédomine. Dans les radios associatives urbaines, on parle de cinq à trente langues différentes. À titre d'exemple, à Paris, Fréquence Paris Plurielle émet dans quatorze langues quand Radio Méga produit dans sept langues, et l'on pourrait aussi mentionner Radio Rencontre à Dunkerque, Iguanodon Gironde à Bordeaux ou TSF98 à Caen.

Loin des revendications identitaires, c'est toujours la convivialité qui prédomine. Dans les radios associatives urbaines, on parle de cinq à trente langues différentes.

Multiplication des radios locales

À côté des activités scolaires, scientifiques ou patrimoniales (musées, publications savantes...), en marge des courants identitaires, ces radios ont été un carrefour d'expérimentations sociales. Depuis quelques années, tout change : regroupant deux cent quatre-vingt-trois radios associatives non-religieuses et attachées aux droits de l'homme, la Confédération nationale des radios libres (CNRL) a saisi l'importance du chemin accompli, des expériences et des archives sonores constituées, mais surtout de l'urgence à s'emparer de l'attention mondiale en ce qui concerne les langues. Cet engagement a pris forme au cours de l'Année européenne des langues 2001 et il s'est poursuivi avec l'appui de la délégation à la Langue française et aux Langues de France. En 2001, aux côtés de leurs sœurs italiennes, espagnoles et belges, les radios de la CNRL se sont regroupées pour produire des dizaines de programmes documentaires sur les situations linguistiques de l'Europe. Aujourd'hui, les trois radios basques de France (Iroulegiko Irratia, Gure Irratia, Xiberoko Botza) et les quinze

radios basques d'Espagne émettent quotidiennement plusieurs heures dans leur langue. Même phénomène en Corse pour Radio Corti Vivu, en Bretagne pour Radio Kerne, pour les régions de langue d'oïl où l'on entend le poitevin sur Radio D4B, ou d'autres où dominent les langues d'oc, comme sur Radio Pais, sur Radio Oloron (béarnais), sur Radio Agora FM, sur Radio 4 Cantons, sur Radio Méga ou Radio Villaréal (provençal). Et aussi, l'alsacien sur Radio Eval, les langues des Dom-Tom sur Radio Pikan à La Réunion, sans oublier l'importance du phénomène dans les nombreuses radios de Guyanne[5]. Dans ce paysage sonore, le yiddish côtoie le wolof et le bambara, le kabyle et l'arabe dialectal. Fin 2001, la CNRL a intégré dans ses principes les critères de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires du 24 juin 1992[6]. Ce patrimoine accumulé durant un quart de siècle est un trésor qui reste à découvrir. ◀

5)- On peut écouter la plupart de ces radios à partir du site *Cnrl.org* et commander les nombreuses émissions de la campagne Langues régionales infos au 04 75 44 04 03.

6)- L'article 11 de cette charte concerne les médias. Voir le numéro spécial du magazine *Fréquences libres*, CNRL, décembre 2001, p. 28.

Radios libres sans frontières

Depuis vingt-cinq ans, des Maliens de Marseille s'expriment sur les radios associatives marseillaises. Leur rôle a été décisif lors de la chute de la dictature de Moussa Traoré en 1991. S'appuyant sur cette expérience, Alfa Oumar Konaré, élu démocratiquement en 1992, n'a pas tardé à ouvrir le paysage radiophonique malien aux radios associatives locales. Avec l'Afrique du Sud, le Mali devient alors l'un des premiers pays du continent africain à libérer les ondes. Ce cas d'école se reproduit maintenant dans de nombreuses régions du monde et tient particulièrement à un partage d'expériences et de langues : le français est un outil de travail et d'échanges entre l'Amérique du Nord (Canada), l'Europe (Belgique, France), et l'Afrique (Burkina, Guinée, Mali, Sénégal, République démocratique du Congo...). En 1998, ces mêmes acteurs africains des radios ont contribué à la création de l'Union des radios communautaires de l'aire francophone, aux côtés des Belges, des Français et des Canadiens. Là encore, rien n'eut été possible sans immigration et revendications linguistiques. L'usage d'une langue commune et les dynamiques de solidarité ont beaucoup contribué à l'écriture de cette page importante de l'histoire médiatique et humaine.